

Quand les réformateurs du régime capitaliste parlent des réformes qu'il faut y apporter en vue d'assurer une répartition équitable de la production maximum, on leur demande comment ils s'y prendront. C'est une question destinée à jeter la confusion chez les gens, car j'ai constaté, quand une réponse intelligente et satisfaisante y est faite, que les spécialistes du capitalisme réactionnaire s'en emparent pour la détourner de son sens original. Il n'y a aucune difficulté à monter le mécanisme qui assurera une distribution efficace et j'affirme devant la Chambre que le temps est révolu où les capitalistes réactionnaires pouvaient faire croire aux gens que la chose présente des difficultés.

Permettez que j'expose la question sous une forme positive. Je mets au défi tout membre de la Chambre d'affirmer qu'il est impossible de trouver des moyens de faire la distribution de tout ce que le régime peut produire et d'y procéder sans alourdir le fardeau national de dettes ou d'impôts supplémentaires et sans mettre notre liberté en péril par la contrainte. Le défi demeure. Le parti du crédit social—nouvelle démocratie est peu nombreux au Parlement, mais il est très fort en ce sens que la politique qu'il préconise est chère au cœur d'une grande majorité des Canadiens. Notre parti ne souffre pas d'étroitesse d'esprit. Il sait que le pays passe bien avant les partis; il sait fort bien aussi qu'il reste peu de temps aux Canadiens pour effectuer des réformes d'une façon démocratique.

Quant à nous, membres de la Chambre, n'oublions pas qu'il y a danger que si le Parlement refuse de donner justice au peuple, celui-ci l'obtiendra d'une autre façon en dépit du Parlement. A cette époque de danger, tous les hommes de bonne volonté ont l'obligation d'oublier leurs petites allégeances, les revendications des partis et des classes et de s'unir pour abattre sur notre sol l'ennemi commun, tout comme nos soldats s'unissent pour vaincre l'ennemi commun sur le sol étranger. A l'extérieur, les ennemis communs sont l'Allemagne et le Japon. Au pays même, les ennemis communs sont la finance internationale, les classes privilégiées et les entreprises qui écartent impitoyablement toute concurrence.

C'est en me plaçant à ce point de vue que je fais appel aux membres vraiment progressistes du parti conservateur; sans me préoccuper des fanatiques marxistes ou des stratégestes politiques, je m'adresse aussi à la masse des membres de la fédération du commonwealth coopératif. Je fais appel aux libéraux qui ont pu conserver leur liberté tout en étant assujettis toute leur vie à un régime politique despotique. Honneur à eux. Ils

[M. Blackmore.]

seront les bienvenus dans les rangs des hommes libres. Oubliant nos mesquines divergences, sachons donc nous unir en nous rappelant qu'il faudra du courage et de la bonne volonté de la part de tous ceux, hommes et femmes, qui aiment la liberté, pour sauver notre pays du chaos imminent.

Si mon appel doit demeurer sans écho—j'espère qu'il n'en sera pas ainsi—alors le parti du crédit social et de la nouvelle démocratie se croira tenu de poursuivre seul la lutte, avec la confiance de voir ses rangs grossir rapidement. En effet, un parti qui a la probité et le courage de se dresser contre la finance internationale, de défendre le peuple contre le socialisme et de préconiser le règne d'une initiative privée qui ne soit plus dominée par la finance, un parti qui n'hésitera pas, au besoin, à sacrifier son existence pour cette juste cause, est un parti qui mérite l'appui irrésistible d'une population demeurée libre. Un tel parti mérite l'appui général des soldats canadiens. Car un parti qui n'a pas craint de se prononcer, comme notre groupe l'a fait au début de la guerre actuelle, en faveur de l'utilisation intégrale des ressources du pays, un parti qui n'a pas craint de réclamer l'égalité de tous, pour ce qui est des services et des sacrifices, devrait inspirer confiance à tous nos soldats quand il préconise, comme il le fait aujourd'hui, l'utilisation intégrale des ressources du pays lorsque la paix sera revenue.

Pourquoi le gouvernement libéral ne s'est-il pas déclaré favorable à une guerre totale, dès le début des hostilités? Parce que ceux qui le conduisent le lui ont défendu. Pourquoi le gouvernement libéral ne demande-t-il pas l'utilisation intégrale des ressources du pays maintenant que la paix est proche? Parce que ceux qui le conduisent le lui défendent. Et, monsieur l'Orateur, ce sont toujours les mêmes maîtres. Lorsque nos soldats sont partis pour outre-mer, ils ont confié à ceux qui restaient au pays une mission: celle d'édifier pour eux un Canada libéré désormais de l'indigence et du chômage, libéré de la misère et des maladies évitables, un Canada, pays de véritable sécurité et de vrai bonheur. Pour ma part, j'ai accepté cette mission et j'entends m'en acquitter.

On me permettra de m'arrêter quelques instants sur certains points du discours du trône. Ce discours renferme plusieurs passages qui, je crois, méritent une attention spéciale. Au cours de l'année dernière, le gouvernement actuel n'a pas rendu justice à l'agriculture canadienne. La situation agricole s'améliore graduellement mais il me semble qu'il faut à chaque occasion forcer la main au parti libéral. Le Gouvernement ne semble pas avoir de politique éclairée, généreuse ou de longue portée; sa ligne de conduite paraît plutôt